Avis du Comité des régions «Paquet élargissement 2006 — Pays candidats»

(2007/C 197/03)

LE COMITÉ DES RÉGIONS

- rappelle que l'élargissement constitue une réussite majeure pour l'Union européenne comme pour l'Europe toute entière et insiste sur l'importance d'une perspective régionale et locale au sujet du processus d'élargissement en vue de garantir la stabilité interne, la démocratie de proximité étant un élément crucial à cet égard;
- souligne l'importance d'un respect continu des critères politiques de Copenhague et met un accent particulier sur la nécessité de renforcer la liberté d'expression, la liberté de religion, les droits des femmes, les droits des minorités et les droits syndicaux et de continuer à améliorer le cadre institutionnel pour la protection des droits de l'homme;
- souligne que le suivi politique du processus d'élargissement au niveau national, régional et local est un défi majeur étant donnée l'importance que revêt cette question pour l'avenir de l'Union européenne. C'est pourquoi le Comité a décidé d'instaurer des groupes de travail CdR-Croatie et CdR-Turquie, qui impliquent notamment de développer un dialogue avec tous les acteurs concernés en vue de définir ses positions politiques;
- salue les progrès qui ont été accomplis en Croatie concernant les critères politique et économique, l'acquis communautaire, ainsi que la mise en œuvre de l'accord de stabilisation et d'association et note avec satisfaction que les autorités croates respectent de manière continue les critères politiques de Copenhague;
- note avec satisfaction que des réformes considérables ont été adoptées par la Turquie mais demeure préoccupé par le ralentissement du rythme des réformes et réaffirme qu'il garde pour objectif politique d'instaurer un comité consultatif mixte avec la Turquie;
- se félicite de la poursuite des progrès dans la mise en œuvre des réformes et se félicite que l'ancienne République yougoslave de Macédoine soit sur la bonne voie pour satisfaire aux critères politiques de Copenhague mais prend acte du ralentissement du rythme des réformes en 2006.

I. Recommandations politiques

Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil — Stratégie d'élargissement et principaux défis 2006-2007 y compris rapport spécial joint en annexe sur la capacité de l'UE à intégrer de nouveaux membres

COM(2006) 649 final

LE COMITÉ DES RÉGIONS

Recommandations générales

1. rappelle que les élargissements successifs ont dès le début constitué un volet important du projet de construction européenne;

2. reconnaît le rôle important du processus d'élargissement pour le développement démocratique et stable des pays engagés dans le processus d'adhésion, pour la stabilité de l'ensemble régional européen et la sécurité de l'Union européenne;

3. rappelle que l'élargissement constitue une réussite majeure pour l'Union européenne comme pour l'Europe toute entière. Il a permis de surmonter la division de l'Europe et a contribué à la paix et la stabilité sur tout le continent;

4. insiste sur l'importance d'une perspective régionale et locale au sujet du processus d'élargissement et reconnaît le rôle notable des politiques régionales et locales pour ce qui est de garantir la stabilité interne, la démocratie de proximité étant un élément crucial à cet égard;

5. souligne que chaque pays visant à entrer dans l'Union européenne doit être évalué selon ses propres mérites, en fonction de sa capacité à satisfaire aux critères stricts qui ont été fixés pour l'adhésion;

6. signale que la bonne gouvernance européenne, fondée sur les principes de subsidiarité et de proportionnalité, peut être réalisée par le biais de la décentralisation sans imposer de modèle uniforme;

7. relève qu'un transfert équilibré de compétences et de ressources financières en faveur des pouvoirs décentralisés est essentiel à l'exercice d'une véritable démocratie locale et régionale;

8. demande que soient fournis des efforts en matière de coopération et que soient échangées les expériences ainsi que les bonnes pratiques acquises dans le cadre de la politique de préadhésion, qui a été mise en œuvre en coopération avec les collectivités locales et régionales des États membres de l'UE et des pays candidats.

Croatie

9. salue les progrès accomplis concernant les critères politique et économique, l'acquis communautaire, ainsi que la mise en œuvre de l'accord de stabilisation et d'association et note avec satisfaction que le pays respecte de manière continue les critères politiques de Copenhague;

10. souligne que le suivi politique du processus d'élargissement au niveau national, régional et local est un défi majeur

étant donnée l'importance que revêt cette question pour l'avenir de l'Union européenne. C'est pourquoi le Comité a décidé d'instaurer un groupe de travail CdR-Croatie, ce qui implique notamment de développer un dialogue avec tous les acteurs concernés en vue de définir ses prises de position;

11. indique qu'avec ce groupe de travail, il souhaite favoriser le dialogue permanent avec les représentants politiques de Croatie. Il encouragera et soutiendra par ailleurs l'organisation de campagnes d'information et de communication sur le processus d'élargissement dans les villes et les régions de l'Union européenne et de Croatie;

12. souligne qu'une coopération transfrontalière active entre les collectivités locales et régionales constitue l'un des moyens de développer la prospérité et la stabilité en Croatie et dans la région des Balkans occidentaux;

13. approuve l'élaboration d'une stratégie pour la réforme de l'administration publique et attire l'attention sur la nécessité d'aborder les problèmes de capacités dans les administrations locales et régionales;

14. juge important que le gouvernement ait commencé à appliquer des stratégies pour la réforme du système judiciaire et la lutte contre la corruption et se félicite que la Croatie ait marqué des progrès sur les questions des minorités et du retour des réfugiés; souligne toutefois qu'il est impératif que le pays poursuive ses efforts de réforme dans tous ces domaines et recommande d'accélérer le rythme des progrès en particulier pour les deux derniers points évoqués;

15. souligne qu'il importe de mettre en œuvre une bonne gouvernance démocratique et décentralisée pour répondre aux besoins des citoyens et fait remarquer le rôle significatif que jouent les pouvoirs locaux et régionaux dans la conduite des politiques de réforme;

16. note avec satisfaction que la Croatie a continué à coopérer pleinement avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et souligne qu'il est nécessaire qu'elle poursuive ses progrès dans la conduite des procès pour crimes de guerre, y compris dans le domaine de la protection des témoins;

17. recommande que la Croatie marque des progrès sur les questions relatives aux marchés publics afin de faire en sorte que des procédures transparentes soient disponibles à tous les niveaux de l'administration;

18. salue les évolutions récentes dans le domaine de la politique régionale et de la coordination des instruments structurels mais attire l'attention sur la nécessité de renforcer les capacités administratives pour la mise en œuvre du financement européen.

Turquie

19. salue les réformes considérables qui ont été adoptées par la Turquie mais demeure préoccupé par le ralentissement du rythme des réformes;

20. souligne que le suivi politique du processus d'élargissement au niveau national, régional et local est un défi majeur étant donnée l'importance que revêt cette question pour l'avenir de l'Union européenne. C'est pourquoi le Comité a décidé d'instaurer un groupe de travail sur les relations avec la Turquie, ce qui implique notamment de développer un dialogue avec tous les acteurs concernés en vue de définir ses prises de position;

21. réaffirme qu'il garde pour objectif politique d'instaurer un comité consultatif mixte avec la Turquie;

22. indique qu'avec ce groupe de travail, il souhaite favoriser le dialogue permanent avec les représentants politiques de Turquie. Le groupe de travail encouragera et soutiendra par ailleurs l'organisation de campagnes d'information et de communication sur le processus d'élargissement dans les villes et les régions de l'Union européenne et de Turquie;

23. souligne l'importance d'un respect continu des critères politiques de Copenhague et met un accent particulier sur la nécessité de renforcer la liberté d'expression, la liberté de religion, les droits des femmes, les droits des minorités et les droits syndicaux et de continuer à améliorer le cadre institutionnel pour la protection des droits de l'homme;

24. attire l'attention sur l'importance de la démocratie de proximité et le rôle majeur que les pouvoirs locaux et régionaux doivent jouer dans la mise en œuvre de ces politiques;

25. met l'accent sur l'importance des administrations locales et le rôle fondamental des conseils municipaux;

26. salue l'avancée qui a récemment été marquée avec la création d'un poste de médiateur chargé des différends en matière d'administration publique;

27. souligne que l'amélioration du cadre juridique régissant les marchés publics est essentielle pour que soit assurée une gouvernance locale transparente et responsable qui permette la prestation des services essentiels aux citoyens;

28. note avec satisfaction l'adoption de la loi établissant des agences de développement régional et préconise d'améliorer la transparence et la responsabilité dans la gestion des agences.

Ancienne République yougoslave de Macédoine

29. salue la poursuite des progrès dans la mise en œuvre des réformes et se félicite que l'ancienne République yougoslave de Macédoine soit sur la bonne voie pour satisfaire aux critères politiques de Copenhague mais prend acte du ralentissement du rythme des réformes en 2006;

30. note avec satisfaction que les élections de juillet 2006 ont été menées, dans l'ensemble, conformément aux normes internationales; souligne toutefois que des efforts considérables doivent être consentis pour lutter contre les irrégularités qui demeurent et pour se conformer pleinement à ces normes lors des prochaines élections;

31. recommande que des efforts soient réalisés en vue de renforcer la lutte contre la corruption et d'assurer ainsi la transparence et la responsabilité démocratique à tous les niveaux, et préconise que les réformes de la police et du système judiciaire soient mises en œuvre;

32. souligne qu'il importe que l'accord d'Ohrid soit intégralement appliqué;

33. insiste sur l'importance de la démocratie de proximité et met l'accent sur le rôle important que peuvent jouer les pouvoirs locaux et régionaux s'agissant en particulier d'assurer la mise en œuvre adéquate des lois régissant la protection des minorités et de promouvoir l'existence de bonnes relations entre les différentes ethnies;

34. accueille favorablement la mise en œuvre de la loi de 2000 sur la fonction publique et les récents efforts de décentralisation et encourage les autorités municipales à se montrer proactives pour s'assurer que leurs droits et compétences sont respectés;

35. souligne qu'il est nécessaire de garantir l'indépendance et le professionnalisme de l'administration;

36. appelle le gouvernement à fournir les efforts considérables qui sont requis pour aligner sur l'acquis communautaire la législation en matière de développement régional et pour renforcer les capacités administratives dans ce domaine en vue de permettre une mise en œuvre efficace de la politique régionale;

37. se félicite que des négociations portant sur l'assouplissement des procédures de délivrance de visas et la réadmission aient été lancées avec tous les pays de la région, dans l'optique de conclure les négociations dans les meilleurs délais. La conclusion d'accords en la matière favorisera les contacts interpersonnels entre l'UE et les pays des Balkans occidentaux et accroîtra les possibilités de voyage, en particulier pour la jeune génération;

38. invite la Commission européenne à faire le nécessaire pour établir une base juridique qui permette d'instituer un comité consultatif paritaire entre le CdR et l'ancienne République yougoslave de Macédoine.

Bruxelles, le 6 juin 2007.

Le Président
du Comité des régions
Michel DELEBARRE

II. Procédure

Titre	Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil — Stratégie d'élargissement et principaux défis 2006-2007 y compris rapport spécial joint en annexe sur la capacité de l'UE à intégrer de nouveaux membres
Référence	COM(2006) 649 final
Base juridique	Article 265, premier alinéa, du traité instituant la Communauté européenne
Base réglementaire	
Date de la saisine de la Commission	8 novembre 2006
Date de la décision du Bureau	25 avril 2006
Commission compétente	Commission des relations extérieures et de la coopération décentralisée (RELEX)
Rapporteur	M. Antti LIIKKANEN, (Finlande, PSE) — conseiller municipal de Rovaniemi
Note d'analyse	7 décembre 2006
Examen en commission	25 janvier 2007
Date de l'adoption en commission	29 mars 2007
Résultat du vote en commission	Adopté à l'unanimité. Procédure simplifiée art. 26
Date de l'adoption en session plénière	6 juin 2007
Avis antérieurs du Comité des régions	<p>CdR 50/2006 fin ⁽¹⁾, avis sur la Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions «Dialogue entre les sociétés civiles de l'Union européenne et des pays candidats» COM(2005) 290 final — rapporteur: M. Isidoro GOTTARDO (Italie, PPE) — adopté en session plénière du CdR le 27 avril 2006.</p> <p>CdR 499/2004 fin ⁽²⁾, avis sur la «Proposition de décision du Conseil relative aux principes, aux priorités et aux conditions figurant dans le partenariat européen avec la Croatie» COM(2004) 275 final — rapporteur: M. Isidoro GOTTARDO (Italie, PPE) — adopté en session plénière du CdR le 13 octobre 2005.</p> <p>CdR 495/2004 fin ⁽³⁾, avis sur la «Recommandation de la Commission européenne concernant les progrès réalisés par la Turquie sur la voie de l'adhésion» COM(2004) 656 final — rapporteuse: M^{me} Helene LUND (Danemark, PSE) — adopté en session plénière du CdR le 6 juillet 2005</p>

⁽¹⁾ JO C 206 du 29 août 2006, p. 23.

⁽²⁾ JO C 81 du 4 avril 2006, p. 42.

⁽³⁾ JO C 31 du 7 février 2006, p. 11.